



Journal anarcho-syndicaliste  
et/ou syndicaliste révolutionnaire  
BP 48 - 54002 NANCY CEDEX

Confédération Nationale du Travail  
Association Internationale des Travailleurs

ÉDITORIAL

Comme si de rien n'était, comme si l'exemple italien n'existait pas, le gouvernement Jospin s'entête dans sa politique d'expulsion des Sans-Papiers qui n'ont pas été régularisés. A Nancy, après Mohamed Najih (le Marocain sauvé in extremis par l'action directe du Collectif des Libertés de Longwy à l'aéroport de Roissy) et Hacı Gunès (qui, lui, n'a pu l'être par le Collectif de soutien des Sans-Papiers de Nancy, malgré son intervention à l'aéroport de Strasbourg), c'est au tour de Sory Diallo, originaire du Burkina Faso, d'avoir subi le mépris de l'administration préfectorale nancéenne à la demande du gouvernement (cf. *Sorry, Sory ! et C'est l'histoire de Sory Diallo*). Leur vie, leur histoire vaut-elle moins que celle de Chevènement ? A la lecture de l'article sur la *Lutte des Sans-Papiers à Perpignan*, sur les difficultés de vivre de N., de K., de L. ou de M., on aurait bien voulu être à la place de celui qui a pratiqué l'anesthésie, qui a fait la piqûre.

Néanmoins, la CNT réaffirme qu'il s'agit d'une erreur de poursuivre dans la collaboration avec des Collectifs qui côtoient, voire qui travaillent avec des élus PS. L'occupation du temple à Perpignan semble être la seule action qui permette aux Sans-Papiers de cette ville de sortir de l'isolement dans lequel leur situation les plonge. Les parrainages républicains, foutaise (« la cérémonie n'a eu aucun effet sur les régularisations »), les apéritifs à la préfecture, niaiserie, le soutien des députés PS, connerie (voyez Jean-Jacques Denis, il envoi fax sur fax mais il a voté la loi Chevènement, la crapule). Doit-on répéter que la politique capitaliste du gouvernement de gauche plurielle s'appuie sans état d'âme sur une idéologie sortie tout droit de la bouche du Front National : la crise économique, l'insécurité dans les banlieues, le chômage c'est l'étranger ; mais aussi les malversations, l'enrichissement personnel, les magouilles politiques, ... Ah bon ? ... Bref, le **truc émissaire c'est l'immigré.**

Tout reste à faire. Et en particulier combattre cette logique qui engendre les Sans-Papiers, les Sans-Logis, les Sans-Emplois, etc.

SANS-PAPIERS

LUTTE DES SANS-PAPIERS À PERPIGNAN

*Depuis le début du mois d'octobre 98, des sans-papiers de Perpignan exclus par la circulaire Chevènement ont décidé de sortir de l'ombre. Ils se sont organisés en Collectif et occupent un ancien temple pour donner plus de poids à leur demande de régularisation. Ils sont aidés dans leurs démarches et leurs actions par un comité de soutien comprenant 24 organisations.*

Histoires de sans-papiers

Le Collectif était au début constitué de huit sans-papiers, aujourd'hui ils sont environ une quarantaine. La plupart sont d'origine Algérienne et provient de régions qui ont payé un lourd tribut aux massacres qui sévissent dans ce pays (plaine de la Mitidja et région de Mostaganem). L'un d'entre eux est menacé personnellement par le GIA, un autre, fils de harki, craint d'être assassiné comme son père l'a été en 1996. Tous ont travaillé au noir pendant 5 ans, 8 ans, 10 ans... dans des exploitations agricoles du Roussillon. Aujourd'hui, ils protègent encore leurs anciens patrons et refusent de les dénoncer... parce qu'ils ont peur... parce que ce travail au noir de 10 à 12 heures par jours pour 20 francs de l'heure leur a permis de survivre... parce que ce travail sans congés, sans repos hebdomadaire, leur permettait de rester en France avec le seul droit de se taire, de se cacher et d'avoir peur. Nombre d'entre eux ont vécu toutes ces années dans des "casots" - c'est ainsi que l'on appelle autour de Perpignan les cabanes de 4 ou 5 mètres carrés construites dans les vignes pour ranger les outils - sans chauffage, sans eau, sans électricité. Des "habitations" que l'on déplace souvent de lieu pour ne pas se faire remarquer. Certains ont raconté leur histoire... N. a connu un patron qui battait ses ouvriers quand le travail était mal fait. Dans les serres, sous la chaleur de juillet, il a traité les tomates sans

masques avec des produits toxiques. Il a été si malade qu'il est resté trois jours dans son casot sans pouvoir bouger. K. s'est cassé la clavicule au travail. Heureusement, un médecin l'a soigné gratuitement. Il est resté 25 jours seul allongé jour et nuit dans son cabanon, se nourrissant des seuls raisins qu'il pouvait attraper. Tous parlent de leur solitude, de leur peur de "mourir tout seul". L. a raconté les fourgons des gendarmes au petit matin, les chiens, les armes et lui tout seul en face. Il a refusé les menottes car il est le petit fils d'un combattant mort pour la France et il est né en 1951 en Algérie "française". M., après avoir dormi longtemps dehors, avoue avoir été heureux de passer un hiver au chaud... dans une vieille caravane.

Plus de trois mois d'occupation

Dès leur constitution en Collectif, les sans-papiers de Perpignan ont commencé à occuper. Pendant quelques temps, ils ont souvent changé de lieu d'occupation, n'hésitant pas à s'installer dans les locaux des organisations du comité de soutien en cas de besoin. Conscient de l'intérêt de rester groupés pour mieux s'organiser mais aussi pour des raisons de sécurité, ils ont finalement décidé de s'installer dans un ancien temple situé au centre ville près de l'ancienne Bourse du travail devenu le local de la CGT. Ils y vivent depuis plus de trois mois. Une mezzanine sert de dortoir, une cuisine de fortune a été installée, une télé a été prêtée. Et la CGT leur permet d'aller prendre leur douche dans ses locaux voisins! Dans le temple, les panneaux d'affichages sont remplis de photocopies de tracts, de coupures de presse qui retracent les actions menées par le Collectif depuis octobre : manifestations avec le comité de soutien, envoi de délégations à la préfecture, pétitions... Fin Novembre, un parrainage républicain a été organisé. En dépit de

la présence de conseillers régionaux et municipaux PC et Verts, la cérémonie n'a eu aucun effet sur les régularisations.

Le comité de soutien a énormément aidé les sans-papiers à constituer des dossiers prouvant leur "volonté réelle d'insertion" (c'est ce qui était demandé par la préfecture). Des copains, prêts à tout pour aider leurs amis algériens, ont même réussi à obtenir une lettre de soutien d'un policier en retraite... mais même cela n'a pas ému le préfet !!!

Depuis fin décembre, le collectif manifeste quotidiennement de façon symbolique à 18 heures devant la Préfecture avec des bougies. C'est pourquoi si tu passes au temple, on te demande invariablement : "tu vas aux bougies ?".

Le 31 décembre, les sans-papiers ont organisé une grande fête avec concert de raï et ont invité tous les amis qui les soutiennent. Tous étaient très gais ; pourtant, à ce jour, 5 d'entre eux seulement ont été régularisés et 10 ont été convoqués à la préfecture pour complément d'informations. Mais **tout le monde est d'accord pour continuer la lutte et surtout pour la continuer ensemble en maintenant l'occupation du temple.** En ce moment le collectif est en train d'essayer d'obtenir le soutien des députés PS perpignanais... A suivre.

Dans ce numéro

- Éditorial
- Sans-Papiers
- Sory Diallo
- Réflexions
- Antifascisme
- Divers

## SORRY, SORY !

Ça continue. Ça continue car ça a commencé il y a longtemps déjà, trop longtemps et pourtant, ce n'est visiblement pas prêt de s'arrêter. Mais de quoi parle-t-on ? Nous ne parlons pas d'art. Ne vous méprenez pas, ce n'est pas l'envie qui nous manque. Cette semaine, le musée des beaux arts a réouvert ses portes et la foule se masse devant l'entrée pour admirer les oeuvres des Tiepolo, des Zadkine, des Rubens, et même de Picasso, oui, Picasso. N'oublions pas que l'art est international, il faut s'ouvrir à l'art des autres pays, sentir l'âme de l'artiste étranger, celui qui nous fait voyager, découvrir de nouveaux horizons méconnus... Mais non, nous ne parlerons pas d'art, pas encore, et pour une raison bien simple : ça continue.

A l'inauguration du musée des beaux arts, place Stanislas, monument d'art, nous avons eu droit à la visite de deux anciens ministres de la culture : Toubon et Douste Blasy, deux ministres de droite. La droite aime l'art du monde entier et les artistes du monde entier. La droite a pondus les lois Pasqua Debré.

A l'inauguration du musée des beaux arts, place Stanislas, fleuron d'art, nous n'avons pas eu droit à la visite de deux ministres de la culture : Lang et Trautmann, deux ministres de gauche. La gauche est fâchée avec l'art, surtout avec les artistes du monde entier. La gauche a pondus la loi Chevènement.

Alors ça continue, la foule se masse devant les musées, pour admirer les anges des tableaux s'élever vers la félicité, pour admirer Jésus et Marie. Paraît-il que des Sans Papiers ont occupé une église. Paraît-il même que le gouvernement, de gauche, les a expulsés à grand renfort d'hommes en uniforme. Aucune oeuvre d'art n'est identique à une autre oeuvre d'art.

Nous ne parlons pas d'art, nous parlons d'êtres humains, nous parlons d'Haci Gunes, expulsé vers la Turquie il y a quelques mois, nous parlons, nous parlons de tous les Sans Papiers expulsés à ce jour, de tous les Sans Papiers expulsables dans les jours à venir, nous parlons de Sory Diallo, expulsé vers le Burkina Faso mercredi 10 février 1999.

Sory faisait partie des 44 Sans Papiers nancéiens ayant fait une demande de régularisation auprès de la préfecture. Il est le premier de la liste à être expulsé.

Le député PS J.J. Denis, qui, nous le rappelons au passage, a voté la loi Chevènement dans son ensemble, nous a affirmé que de toutes façons, Sory ne risquait pas sa vie en retournant au Burkina Faso. On risque parfois sa vie même en France. Ce qui a poussé Sory à venir en France ne relève pas forcément de la peur de la mort. Mais que monsieur le député dorme tranquille, il a envoyé un fax demandant le réexamen de la situation de Sory. Quel dommage qu'il n'ait pas pensé à voter contre la loi Chevènement.

Sory était guitariste, autant dire artiste et, le soir de son interpellation, il devait faire un concert pour le cinquantième anniversaire des droits de l'homme. Mais ne tombons pas dans le piège facile de défendre Sory pour sa condition d'artiste. Avant d'être artiste, Sory est avant tout un être humain, comme Gunes, comme Mohamed, comme nous tous et c'est en tant que tel que nous devons respecter son intégrité d'individu.

A l'heure où le gouvernement italien régularise plus de cent mille personnes, le gouvernement français s'enlise dans une décision absurde qui ne provoque que désolation et drames auprès de ceux qui vivent ces expulsions, qu'ils soient expulsés ou proches des expulsés. Ce comportement ne fait malheureusement que renforcer la montée des idées fascistes qui aujourd'hui nous cernent.

Sory est le premier d'une longue liste sur la place de Nancy et, même si on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs (sur la préfecture), ce premier départ ne fait qu'annoncer de longs moments de luttés à venir.

## C'EST L'HISTOIRE DE SORY DIALLO

**S**ory Diallo est né en Haute-Volta (aujourd'hui, Burkina Faso), voici 37 ans. Deux ans après la proclamation, en 1960, de l'indépendance de cette colonie française qui avait versé un très lourd tribut à la Première Guerre mondiale : sous la peau, toutes les chairs à canon ont la même couleur. Et on ne vous demande pas vos papiers quand vous sortez de la tranchée pour l'assaut.

**S**ory est musicien. En 1993, il entre en France, avec un titre parfaitement en règle de séjour comme étudiant : il suivra des cours au Beaux Arts, et dans une école de musique de Nancy, ville où il a déjà des contacts. Il fait bientôt partie d'un groupe qui tourne. Son permis de séjour est reconduit d'année en année. Jusqu'à la rentrée universitaire 1997. Sory ne veut ou ne peut renouveler son inscription à l'école de musique. Avec son groupe les choses vont bien, et les études ne sont pas gratuites. Jouant la franchise, il présente alors à la Préfecture une demande d'autorisation de séjour non plus comme étudiant, mais comme artiste. En avril 98, c'est le refus, assorti d'une invitation à quitter le territoire français. Le recours entrepris par Sory échoue. En octobre, la Préfecture promulgue un arrêté de reconduite à la frontière. Voici Sory dans le limbe du non droit. Les « autorités » savent où est Sory. Mais l'usage n'est pas, pas encore d'aller traquer les gens chez eux. Cela réveillerait d'affreux souvenirs, révélerait de terrifiantes ressemblances. On attend. On attend qu'un contrôle de « routine » le fasse tomber aux mains de la police. Comme 63.000 autres personnes en France aujourd'hui, Sory est fiché comme clandestin, mais laissé libre. Libre de se jeter dans le piège qu'on a dressé.

**L**ibre de partir, dites-vous. Partir ? Quitter son groupe, ses amis, son amour, sa vie ? Laisser là le disque qui est prêt à sortir ? Bien sûr. Si on néglige ce que vivre veut dire, si on considère que la loi n'a pas de comptes à rendre à l'esprit, c'est facile, c'est ce qu'il faut faire. Mais essayez d'imaginer, essayez de sentir : vous êtes depuis six ans quelque part sur cette terre, où vous faites enfin ce qui vous tient à cœur, où vous êtes partie prenante d'un réseau de chaleur, de créativité, d'amitié. Et soudain on vous chasse. Parce que vous êtes « sans attaches », selon l'expression que le représentant de la Préfecture a lâchée au Tribunal, ce mardi. « Sans attaches » : mais nous étions près d'une centaine d'amis et collègues de Sory à cette audience ! Mais le Directeur de l'école de musique de Sory proposait de lui offrir une nouvelle année d'études ! « Sans attaches » : parce que certains types d'attaches ne comptent pas. L'amitié, la vie, l'amour, la musique... fredaines. C'est bon pour les « faiseurs de vers, ces vauriens, ces marouffles, ces fainéants barbus, mal peignés » (Verlaine). Des attaches, des vraies, même selon les critères de la Préfecture, Sory en avait lorsqu'il a comparu ce mardi : menotté dans le dos, entre trois policiers, après cinq jours dans une cellule sordide.

**E**n Sory, c'est l'humain qu'on piétine. Des dizaines de milliers d'êtres sont dans son cas, aujourd'hui, dans ce pays. Le soir même du jour où on l'a arrêté, Sory devait, avec son groupe, se produire en concert dans le cadre d'une célébration du cinquantenaire de la... Déclaration des Droits de l'Homme.

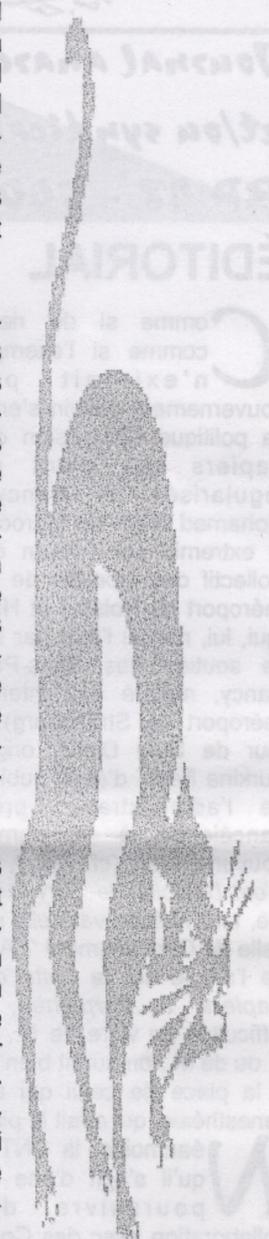
**O**n se dit que les temps sont durs. La crise, le chômage... C'est sans doute cruel, mais il faut expulser les gens comme Sory. On n'y peut rien, c'est la vie, c'est l'époque, c'est la loi.

**Q**uiconque ne fait pas profession de cynisme, quiconque n'est pas un chantre du racisme, quiconque a un coeur pour sentir et une tête pour penser sent et sait que ces explications ne sont que de piètres alibis, par quoi nous nous lavons les mains à bon compte. Contraindre des gens dans la clandestinité, les traquer, les chasser... quand cela a-t-il apporté un quelconque progrès aux autres habitants d'un pays ? Quand cela a-t-il résolu la « crise » ? Quand cela a-t-il fait reculer le chômage ? S'il y a une réponse dans l'histoire du passé, s'il y a une réponse dans un discours politique du présent, elle est monstrueuse.

**C**ette idée que la violence faite aux vies d'autrui, aux vies de celles et ceux qui vivent et agissent à nos côtés depuis des années, celle de Sory et de tant d'autres ; cette idée que la cruauté envers l'autre est un remède ou un rempart ; cette idée que l'époque, les circonstances présentes, le réalisme économique (qui n'est que le visage policé du mensonge officiel) exigent des déportations ; cette idée en justifie et en prépare d'autres.

**L**a solidarité et les droits de l'homme ne sont pas découpables en tronçons. En ces matières, on ne peut nier ici ce que l'on défend là. Être solidaire de Sory, c'est aussi refuser une « logique » qui ne s'applique pas qu'aux « sans-papiers » : une logique qui écrase l'humain sous de prétendues réalités, prétendument non modifiables. Une « logique » qui prive brutalement Sory de ses papiers et de ses attaches, comme elle en prive brutalement d'autres de leur travail, de leurs droits sociaux, de leur avenir. Une « logique » qui a oublié l'humain en chemin : une « logique » qui n'est véritablement logique que dans l'esprit d'un homme-machine, appliquée à des hommes-machines. Ne pas être solidaire de Sory, nous qui pourtant ne risquons pas son malheur, c'est ne pas être solidaire de ceux qui, à un titre ou à un autre, souffrent aujourd'hui en France de la violence sociale, ne pas être solidaire de nous-mêmes, c'est accepter que la politique soit et continue d'être le règne du mensonge : souvenez-vous : un parti aujourd'hui au gouvernement l'avait écrit, en gras : « nous abrogerons les lois Pasqua-Debré ». Croyez-vous donc que les prochaines promesses qui vous seront faites, ici ou là, seront tenues ? Attendez-vous des élus qu'ils veillent à vos affaires autrement qu'à celles de Sory ? Les laisserez-vous se gausser de vous, se prélasser dans la conviction qu'ils peuvent mentir et mentir encore, en comptant à jamais sur votre silence résigné, votre découragement, votre peur, votre aveuglement ?

**C'**est l'histoire de Sory Diallo. C'est votre histoire. C'est notre histoire.



## LE CLIENT-ROI ET LES « SÉVICES » PUBLICS

Dans l'édition n° 8 des *Nouvelles du Chat*, nous avons vu comment dans le privé, les patrons et consultants d'entreprises se servaient du fameux concept de "client-roi" dans le cadre de la réduction du temps de travail. Concept qui se résume facilement : l'"entreprise" (comprendre le salarié) doit tout faire pour satisfaire le client et doit réorganiser le travail en conséquence. Grâce à ce concept, et d'autres sur lesquels nous reviendrons dans de futures éditions, cette réorganisation se traduit dans l'immense majorité des cas par une formidable dégradation des conditions de travail : travail de nuit (pour les femmes, payé en heures de jour,...), travail polyvalent (mécanisation de l'être humain), temps partiel imposé, pointage systématisé, annualisation imposée, et on en passe et des meilleures.

Il ne fallait pas être sorcier pour se douter que ce concept allait faire fureur dans le service public. Dans ce cas, la vision capitaliste est très simple, il s'agit d'identifier la notion de "service public" à celle de "client-roi" : pour rendre service (comprendre satisfaire) au public (comprendre le client) il faut réorganiser le travail en conséquence. Les salariés de **France Télécom** ont été parmi les premiers à subir cette vision de plein fouet, et on en est maintenant à compter les secondes travaillées dans certains services de cette "entreprise" à moitié privatisée. A **La Poste**, même constat : on détourne une partie du courrier à acheminer vers des entreprises privées du type STTN à Gondreville qui n'offrent que des emplois précaires dans des conditions précaires sous prétexte d'une distribution plus efficace, plus rapide pour le "client". A la **SNCF**, le "client" est devenu le "patron de l'entreprise" selon les propres termes du président Gallois en visite à Nancy le 19 janvier dernier. Il a même osé dire devant 700 cheminots du Grand Est que l'année 98 aurait été meilleure pour l'"entreprise" SNCF s'il n'y

avait pas eu de grèves. Dans les **Universités**, le rapport Attali, qui sous-tend la "réforme" à venir dans ce milieu, abonde dans le même sens : l'"entreprise" Université se devra de proposer au "client" (comprendre l'étudiant) tous les débouchés nécessaires au monde économique qu'il rencontrera à sa sortie.

Le dernier exemple nancéen en date, c'est **la mairie** : les personnels, après être passés sous la coupe de la communauté urbaine sans la moindre concertation, se voient littéralement imposer de travailler le samedi afin de "satisfaire le client". Les éventuels réfractaires sont "invités" à faire une demande de mutation ! Décidément, **le dialogue social n'est pas le point fort de M. Rossinot et de ses sbires** : on se souvient encore du mépris qu'ils avaient affiché l'an dernier à l'égard des chômeurs et précaires qui demandaient un lieu pour se réunir (lieu qu'ils n'ont toujours pas obtenu d'ailleurs, en dépit du nombre faramineux d'immeubles vides appartenant à la mairie et qui sont sans doute réservés à des opérations immobilières plus juteuses).

A l'heure où les détournements démagogiques du langage et des notions au profit d'une idéologie de l'égoïsme sont légions, il est bon de rappeler quelques évidences si on ne veut pas voir notre service public se transformer définitivement en sévices publics à l'égard des salariés et salariées qui y travaillent : exploiter les gens, leur imposer un mode de fonctionnement dans leur travail pour "rendre service" à d'autres, quels qu'ils soient, ça ne s'appelle pas du service public, c'est du capitalisme bête et méchant sur lequel il faut cracher. Que l'on s'arrange comme on voudra mais **un véritable service public est un service de qualité pour le public comme pour ceux qui y travaillent**. C'est quand même pas compliqué mesdames et messieurs les embouchés !

*Monsieur Paon et Monsieur Petilion sont deux hommes politiques. Ils appartiennent à des sensibilités traditionnellement opposées, et s'affrontent lors d'un débat en vue des élections législatives.*

(...)

**M. Paon** : « À cause de vous et de vos amis, M. Petilion, il y a trop d'étrangers ici. Ces gens-là ne sont pas comme nous. Ils pillent notre pays, et ils le mutilent avec leurs coutumes barbares. Nous ne voulons pas de tous ces n... africains ! de tous ces b... maghrébins ! de tous ces y... sémites ! Ils ne sont pas nos égaux. Nous sommes la race élue. »

**M. Petilion** : « Voyons, M. Paon, ce que vous dites là est très mal. Les étrangers sont des êtres humains comme les autres. Ce n'est pas leur faute s'ils parlent des langues primitives. Vous êtes un raciste. Et le racisme, c'est contraire à notre Constitution. Donc ce n'est pas bien.

*(Il se tourne vers le public assis à gauche, et dit sur le ton de la confiance : C'est pour cela qu'il ne faut pas voter pour M. Paon, mais pour moi)*

Moi et mes amis, nous ne sommes pas racistes. Les africains, les maghrébins, les juifs sont nos amis. Nous les considérons comme nos égaux.

*(Longue pause, pendant laquelle M. Petilion fait circuler son regard sur le public, comme pour mesurer l'effet de sa courageuse affirmation.)*

Évidemment, transplantés dans un pays qui n'est pas celui de leur culture, ils sont un peu perdus, et on ne se rend pas facilement compte qu'ils sont nos égaux. Ce n'est donc pas un service à leur rendre de les laisser ici, d'ailleurs en ont-ils vraiment envie. Les étrangers sont nos égaux à l'étranger, chez eux. C'est pourquoi il ne faut pas trop les encourager à s'installer ici, où ils se sentent mal, et où ils sont méprisés.

*(Il se tourne vers le public assis à droite, et dit sur le ton de la confiance : C'est pour cela que vous pouvez sans crainte voter pour moi)*

Méprisés par des gens comme vous, M. Paon, qui faites honte à notre beau pays, à ses traditions, à l'esprit français, à la nation éternelle ! Nous sommes les véritables garants de l'identité nationale, mais nous, nous agissons dans le respect des peuples à disposer d'eux-mêmes et de leur famine, euh, pardon, de leur famille. »

Ch. M., *Scènes de chasse en France*, Extrait. (Avec l'aimable autorisation du GROIN)

## Manipulation en démocratie ou la liberté de se soumettre

(suite de l'article paru dans le numéro 8 des *Nouvelles du Chat*)

Lors de notre premier article, nous avons défini la LIBERTÉ comme étant « l'état de la personne qui agit comme elle veut et non comme le veut quelqu'un d'autre ». Ceci nous a permis de définir des NOTIONS comme celles d'ENGAGEMENT (obtenir d'un individu qu'il accepte d'accomplir un acte engagé en le poussant d'abord à accepter d'accomplir un acte bénin) et de RATIONALISATION (adapter ses idées à une action qu'on a effectué).

Tentons d'analyser sous quelle forme chacun de ces processus peut se concrétiser. Acheter un journal syndical cogestionnaire ou politisé peut engager une personne dans un système de pensée.

On peut considérer qu'il existe 3 TYPES de PRESSE :

- La PRESSE de DIFFUSION dont le but est de donner des connaissances à un individu, mais insuffisantes pour élaborer un débat. Le journaliste ne fait que rapporter ce qui lui a été dit. Le journaliste et le lecteur sont indifférenciés : ils n'ont fait que recevoir l'information ;
- La PRESSE de PROPAGATION qui va adapter les contenus informationnels à l'idéologie qu'elle représente. Elle garde ce qui l'arrange et rejette ce qui ne colle pas à sa vision du monde ;
- La PRESSE de PROPAGANDE opère un clivage systématique entre ce qu'elle dit qui est forcément vrai et ce que disent les autres considéré comme forcément faux.

Ces deux dernières catégories plus particulièrement poussent l'individu à se figer dans une idéologie et à perdre tout sens critique vis-à-vis d'elle. Ainsi sera-t-il plus enclin à s'engager dans un groupe politique ou religieux et à participer à des réunions, des actions, des week-end de formation visant à l'informer définitivement dans ce système idéologique.

Les religions et sectes diverses sont des spécialistes de l'ENGAGEMENT. Un beau jour (ou peut-être une nuit !) on sonnera à votre porte. Si par malheur vous tombez nez à nez avec deux petites vieilles qui vous demandent si vous connaissez Dieu tout en vous tendant un papier ou un bouquin, refermez vite votre porte. Il suffit en effet d'écouter une fois ces prosélytes de Jéhovah ou autres pour les voir réapparaître régulièrement dans le but non dissimulé de vous apporter la bible, des petits gâteaux et l'éternité ou le salut de Dieu (Salut Dieu !). Parfois, accepter d'écouter constitue un acte engageant pouvant conduire à se laisser embrigader rapidement de manière pas toujours consciente.

La RATIONALISATION est un processus psychologique inconscient qui consiste à trouver des justifications à un acte que l'on a accompli. Mais peut-on rationaliser le fait de ne rien faire ; c'est-à-dire justifier notre non action ? Nous sommes souvent confrontés à des personnes prononçant ce type de phrase : « Je serais bien venu défendre ce Sans Papier, je suis d'accord qu'il est inhumain de l'expulser, mais à quoi ça sert de bouger, de toutes les façons on y changera rien ». Dans ce cas, on peut postuler que l'individu se cherche à lui-même des excuses pour ne pas avoir agi en accord avec ses opinions préalables. Il a d'abord agi (en fait non agi car le fait de ne pas agir est une action, en tout cas un choix). Puis, se trouvant en désaccord entre son discours et son attitude, a rationalisé.

Comment résister à toutes les propagandes qui nous entourent ? Où se situe le libre-arbitre ? Et qu'est-ce qu'une opinion personnelle face à toutes les influences que l'on subit ?

Il faudrait trouver, créer un système éducatif poussant l'individu au développement de ses capacités ; un système qui lui permette de s'éduquer mais qui ne le forme (pré-forme) pas.

### BIBLIOGRAPHIE :

R. V. JUULE, J. C. BEAUVOIS, *Sciences Humaines*, n° 96, Août/septembre 1998, p. 38 à 41.

### CONSEIL DE LECTURE :

R. V. JUULE, J. C. BEAUVOIS, *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*.

## EN PASSANT PAR LA LORRAINE

A Nancy, les GUDards continuent leur petite campagne de collage de stickers en centre ville, et l'UNI, sous l'appellation "les étudiants contre le PACS" tente quelques diffusions de tracts sur les facs. La Librairie Lorraine a perdu l'une de ses vitrines (une poubelle métallique a été jetée violemment contre celle-ci), mais ses propriétaires ne s'inquiètent guère. Ils ont pignon sur rue et la municipalité rossinienne en soutien. En effet l'Office de Tourisme de la ville de Nancy, situé dans les locaux de la mairie, diffuse la prose élégante et régionale de la Librairie Lorraine aux touristes, avides de culture locale. Et pour cela on leur sert du Barrès, "l'écrivain lorrain et nationaliste" le plus lu de France. D'ailleurs des rues de Nancy, Jarville, Malzéville portent son nom, et le Conseil Régional de Lorraine (présidé par Gérard Longuet, ancien manche de pioche à Occident) fait son éloge dans ses brochures culturelles et touristiques, tout comme la Librairie Lorraine, l'échoppe de la "culture" d'extrême droite sur Nancy. Mais qui était réellement Maurice Barrès ?

Né en 1862, Barrès est originaire de Charmes, une petite ville des Vosges. Cet écrivain et néanmoins académicien (immortel depuis 1906), est en fait l'instigateur, en France, du culte du moi (*Sous l'Oeil des Barbares*, 1888), et du renouveau moraliste et ultra nationaliste.

### ENTENDU ET VU AU BUFFET DE LA GARE

(6h 30 du matin, le 9/2/1999, contrôle de police, un homme d'origine arabe, six en uniforme)

- Ça fait 20 ans qu' j' suis là... Depuis 1981.
- Depuis quand ? 20 ans ? Et en plus tu n' sais pas compter... Elle expire en juin ta carte. Et après... allez hop, dehors !
- Allez, maintenant, tu dégages !
- Mais qu'est-ce qu'on s'emmerde avec ça. Un balles... hop !

Antisémitisme virulent, il vidait sa haine dans les colonnes de son journal, *La Cocarde*. Ses ouvrages, très lus à l'époque, constituaient un autre outil de propagande grâce auquel il prônait par exemple l'attachement au sol et aux racines (*Les Déracinés*, 1897, *Colette Baudoche*, 1909). Mais Barrès s'investit également en politique. En pleine affaire Dreyfus, et en réplique à la création de la *Ligue des Droits de l'Homme*, il fonda la *Ligue pour la Patrie Française* (25/10/1898), qui regroupait les opposants à la révision du procès Dreyfus, tels que François Coppée, Jules Lemaître, Louis Dausset, Gabriel Syveton, Henri Vaugeois, Vincent d'Indy, Frédéric Mistral... Heureusement, la

réhabilitation de Dreyfus en 1906, aura raison des mouvements antisémites français émergeant. En bout de course, Barrès, saisi d'une ferveur mystique écrivit un ouvrage (*la Colline Inspirée*, 1913) sur la "colline sacrée de Sion", située à quelques km de Nancy, où est d'ailleurs érigé un monument (des plus sinistres) à la mémoire de ce "grand homme" mort en 1923.

Extrait d'un tract de l'Oeuvre Française, mouvement nationaliste, cathos, antisémite, anticommuniste... : *Pour l'Oeuvre Française de Pierre Sidos, être nationaliste c'est nécessairement, (...) Trouver ses références bien françaises dans le maurassisme et le maréchalisme, donc enracinées dans les réalités du sol et du sang : celles de "la Terre et les Morts" de l'écrivain Maurice Barrès et de la bio politique du docteur Alexis Carrel.*

Mais Barrès n'est pas le seul nationaliste antisémite que la région lorraine vénère ouvertement. **Paul Déroulède**, poète, anti-dreyfusard, fondateur de la *Ligue des Patriotes* (1882) et initiateur du fort chabrol, a son avenue à Laxou. **Alexis Carrel**, scientifique et non moins eugéniste, a lui un square à son nom. Outre cette reconnaissance officielle sur Nancy, on constate bien évidemment que ces individus sont encensés par des Le Pen (FN), Mégret (FN-MN), Antony (AGRIF), Sidos (OF/FN) et bien d'autres illuminés. Ceux-ci font notamment d'Alexis Carrel leur référence raciale scientifique, qui s'appelle l'eugénisme. Cette pratique vise à "perfectionner la race" et en substance, à "l'empêcher de dégénérer". L'eugénisme englobe aussi bien le contrôle des naissances que les sélections foetales, et la création (grâce au clonage par ex.) d'êtres nouveaux et améliorés. Alexis Carrel (1873-1944), chirurgien et biologiste, prix Nobel de médecine en 1912, auteur de l'infâme ouvrage "*l'homme, cet inconnu*" mérite que l'on s'intéresse à son cas en particulier, parce qu'il est le cautionnement scientifique, et donc "moral", des thèses raciales de l'extrême droite. En accordant à ces figures fascistes des noms de rues, avenues et squares, et une place de choix dans la culture régionale, la municipalité rossinienne et le Conseil Général se font les complices du fascisme. Mais soyons rassurés, le collectif



### Abonnement GRATUIT de 3 mois au Combat syndicaliste

A renvoyer à :  
Combat syndicaliste - BP 38 - 94601 Choisy-le-Roi Cedex 01

Nom .....  
Prénom .....  
Code postal .....  
Ville .....  
Profession .....

### Chevènement ou le feuilleton de l'année

## UN JURY DE JOURNALISTES ADHÈRE AUX THÈSES DE LA CNT

M. Chevènement qui a enfin trouvé comment remplir les 60000 places du Stade de France (SDF) - mais avec les 60000 Sans Papiers déboutés du droit d'asile, bien sûr ! M. Chevènement, disais-je, a été élu par un jury de journalistes « Meilleur Ministre de l'Année » (MMA). Lorsqu'on sait qu'il a été absent 4 mois pour cause de sommeil profond, qu'en eut-il été si son absence s'était prolongée 12 mois. Ça n'est sans doute pas à la CNT, dont l'un des objectifs est la disparition de l'État, qu'il faut souligner que le meilleur des ministres est un ministre absent (ou disparu... dans tous les sens du terme).

anti-FN de Nancy, guidé par une avant-garde éclairée et humaniste (Ras les Fronts-LCR, PS-MJS), saura triompher de la bête immonde grâce au vote citoyen des élections de juin...

### Divers

« *La Chute de la colonne Vendôme* est un petit livre retraçant la journée mémorable de 1871 où Napoléon I<sup>er</sup>, symbole de la tyrannie guerrière, mordit la poussière sous les acclamations des révolutionnaires communistes. De nombreuses photos d'époque illustrent des textes du Père Duchêne. 30 F (on sait pas en €), éditions du Ravin Bleu/insomniaque.

### Adresse locale et permanence

UL CNT-AIT Nancy  
BP 48  
96, rue Saint-Dizier  
54000 Nancy  
Tél. 03 83 37 19 00  
Permanence : tous les jeudis 18h-20h.  
INTERNET :  
<http://perso.wanadoo.fr/cnt-nancy/>  
E.MAIL :  
[cnt-nancy@wanadoo.fr](mailto:cnt-nancy@wanadoo.fr)

### Adresse nationale

33, rue des Vignoles  
75020 Paris  
Tél., rép. Et fax : 01 43 72 95 34  
INTERNET :  
<http://cnt-f.org>  
E.MAIL :  
[cnt@cnt-f.org](mailto:cnt@cnt-f.org)

### Dernière minute

La CNT-FAI de Nancy est reconstituée. Syndicat Inter Catégoriel de l'Éducation ouvert à tout salarié de l'éducation quelque soit son corps de métier, n'hésitez pas à prendre contact avec lui à l'adresse citée ci-dessus (à Nancy) les jours de permanence ou les mardis à partir de 21 heures.